

# Solidarité avec le mouvement populaire !

Le *hirak* a commencé par des manifestations massives pour protester contre un cinquième mandat du Président Bouteflika. Celui-ci était à la tête de l'Algérie depuis la fin de la guerre civile qui avait opposé, pendant les années 1990, l'armée et la police aux guérilleros islamistes, la population étant prise en étau entre les deux. Pour mettre fin à la violence, il avait amnistié des islamistes, mais aussi les forces de l'ordre qui avaient torturé, enlevé et séquestré des milliers de civils algériens.

Le régime de Bouteflika, de 1999 à 2019, consacrait l'alliance entre le néolibéralisme et l'islamisme (défait sur le plan militaire, celui-ci a gagné sur le plan idéologique : les schémas religieux se sont développés dans la société). Après avoir été un capitalisme d'Etat, l'Algérie s'était ouverte au marché mondial, et la guerre civile avait accéléré les liquidations. Il y avait eu une mise au pas de la société (les espaces démocratiques ou de pluralisme, déjà fort limités, s'étaient refermés) et la corruption avait atteint un très haut degré.

Mais l'Algérie reste dépendante des revenus provenant des hydrocarbures. Lors des « printemps arabes » de 2011, ils ont permis au régime d'acheter la paix sociale, tout en jouant sur la peur d'une guerre civile ou d'une situation à la syrienne. En 2019, le prix du pétrole a chuté et l'Etat a annoncé des mesures d'austérité ; la population, qui était lasse de Bouteflika, a vu comme une provocation et comme une honte par rapport à l'image du pays l'annonce de sa nouvelle candidature – à la suite d'un AVC, il ne pouvait plus ni parler ni marcher. Il y a eu des rassemblements, puis cette fameuse manifestation du 22 février à Alger ; les réseaux sociaux ont relayé images, mots d'ordre, chants et slogans, et cela a entraîné une dynamique nationale.

Voici l'essentiel de l'introduction faite par Nedjib Sidi Moussa (1) lors d'un débat (2) sur les forces et les limites du *hirak* (« mouvement »), cette mobilisation d'ampleur qui avait débuté en Algérie en février 2019. L'élection d'un nouveau Président puis la pandémie de Covid-19 y ont mis fin, mais la répression se poursuit ; c'est pourquoi il est indispensable d'affirmer notre soutien aux millions de personnes qui ont manifesté chaque semaine pendant des mois en bravant le régime militaro-policié.

## LA PHASE EUPHORIQUE DU HIRAK

Chaque vendredi se déroulent en Algérie de très grosses manifestations. Bouteflika finit par annoncer le 11 mars qu'il ne se représentera pas. Il y est contraint par la pression de la population, puis par celle de l'armée : le chef d'état-major, qui lui doit sa carrière, le démissionne le 2 avril.

La population est euphorique – c'est la première fois depuis des décennies qu'elle occupe l'espace public –, mais son expression reste très floue, de par sa longue dépolitisation. Les rares militants de gauche sont marqués à la fois par la culture indépendantiste, de type FLN, et par la culture léniniste, pour ne pas dire stalinienne.

Dans un premier temps, c'est un discours interclassiste et nationaliste qui prédomine. La question sociale n'émerge pas, et on voit dans les manifs tant des jeunes chômeurs que des milliardaires. Il y a également des appels à fraterniser avec les forces de l'ordre. Cela reflète l'état d'esprit de la population qui pense que l'armée et la police ne sont pas des obstacles alors que la répression commence très vite (voir l'encadré 1). Cependant, comme celle-ci dure, la bourgeoisie et l'armée s'agacent de cette situation et tentent d'y mettre fin en incitant la population à aller voter. Dans sa grande

majorité, celle-ci veut toutefois des élections « propres », parce que depuis que la démocratie parlementaire a été introduite en Algérie cela n'a jamais été le cas (voir l'encadré 2).

On note une grande réticence par rapport au fait de s'organiser, et une très grande hostilité à l'égard des organisations (les partis de gouvernement, qui ont contribué au désastre et au marasme algériens, mais également ceux dits d'opposition). Au début du mouvement, quand des leaders se

pointent dans les manifs, ils se font chasser ; et il y a aussi la nécessité de se protéger – si on apparaît comme un organisateur ou un agitateur, on peut se faire harceler ou arrêter.

Les mots d'ordre demandant la démission de Bouteflika, puis que le système « dégage », empêchent d'énoncer un projet de société qui créerait des conflits entre les manifestants, parce qu'on trouve dans les manifs aussi bien des islamistes (voir l'encadré 3) que des laïcs, des gens de gauche ou des libéraux.

A Alger, un appel à former un « carré féministe » devant la fac a été lancé. La première fois, quelques dizaines de personnes se sont rassemblées là sans problème, mais la deuxième fois, fin mars, des types les ont agressées en les accusant de vouloir « imposer des discours occidentaux » et de brandir « des symboles pornographiques ». Cela a libéré une certaine parole : le discours véhiculé par le *hirak* était que les femmes y étaient les bienvenues. Or, il y avait dans les manifs des

1. Auteur de *La Fabrique du musulman, Libéria, 2017, et de l'Algérie : une autre histoire de l'indépendance : trajectoires révolutionnaires des partisans de Messali Hadj, PUF, 2019.*

2. Ce débat s'est tenu le 18 septembre au local anarchiste-communiste de La Grotte à Poitiers. Nedjib a aussi publié dans *Politis* un article sur le même thème : <https://www.politis.fr/articles/2020/09/quelque-chose-de-solidarite-avec-le-hirak-en-algerie-42275/>.

## ENCADRÉ 1

### Une répression et une solidarité ciblées

Les journalistes n'ont fait que partiellement et tardivement état de la répression, parce qu'ils ne voyaient pas tout ce qui se passait. Ils restaient au centre-ville d'Alger vers lequel les manifestants convergeaient le vendredi. Lorsqu'on montait un peu sur les hauteurs de la capitale, en direction du palais présidentiel, on découvrait une autre réalité, car les jeunes hommes défavorisés s'y rendaient pour faire face à la police. Il y a eu là de sévères affrontements dès le début du *hirak*, avec des personnes grièvement blessées, mais ces faits ont été tus. Certains estimaient qu'ils donneraient une mauvaise image ; d'autres pensaient que les participants à ces affrontements étaient entretenus par le régime pour salir le *hirak* et le faire évoluer vers un scénario du type guerre civile.

Cet état d'esprit découle de ce qu'a vécu la société algérienne pendant de nombreuses années : des traditions de lutte, de résistance et de solidarité se sont perdues, et on trouve chez elle beaucoup de parano, de la répression, des manipulations et de profondes divergences – héritées de la guerre civile, puisque militants de gauche ou démocrates se demandaient s'il fallait plutôt s'allier avec le régime militaire contre les islamistes, ou l'inverse.

C'est seulement quand la répression a ciblé des mères de famille, des journalistes et des militants un peu connus qu'on a commencé à en parler et à organiser un soutien. Mais les médias n'ont dénoncé que la répression contre ce qu'ils appellent les « détenus d'opinion ». Celui qui s'est fait casser la gueule en se battant contre la police n'est pas considéré comme tel, et ne mérite donc pas la solidarité de ces braves démocrates – c'est pourquoi aujourd'hui encore on ne sait pas combien de personnes sont emprisonnées pour avoir participé au mouvement. Les prétextes aux arrestations ont été très divers. Par exemple, pour un appel à regroupement mis sur internet ; ou pour avoir soutenu le mouvement : un jeune de Bab el-Oued, surnommé « le poète du *hirak* », a ainsi été récemment incarcéré parce qu'il exprimait dans ses textes les aspirations de la jeunesse défavorisée.

Les réseaux de solidarité parlent de 50 détenus d'opinion, mais il y aurait en fait au moins 200 personnes en prison – et bien d'autres y ont séjourné auparavant.

## Algérie

3. Les slogans anticapitalistes étaient absents des cortèges, hormis dans celui qui se voulait vraiment à la gauche de la gauche

4. Ce corps très conservateur, et proche de l'Etat, a voulu au début du *hirak* se racheter une virginité mais il a quitté la rue dès que ses représentants ont réussi à se faire acheter par le pouvoir.

5. L'UGTA, qui est surtout implantée dans la fonction publique, a longtemps été le syndicat unique ; courroie de transmission de l'Etat dans le monde du travail, elle fait en sorte que les grèves n'éclatent pas. A quelques exceptions près, comme à Bejaïa où c'est de sa section locale que partent parfois les appels à la grève. Il existe aussi des syndicats dits autonomes, mais qui soit sont combattifs et influencés par des trotskistes (dans l'enseignement), soit servent les intérêts des cadres et professions libérales.

6. Un des combats menés par le mouvement démocratique, la gauche et l'extrême gauche a été de faire reconnaître le berbère comme une langue officielle. Le gouvernement de Bouteflika a fini par céder en 2016, mais l'arabe reste la « langue nationale et officielle », et celle de l'Etat.

7. Le Canard enchaîné parlait à la mi-septembre de 274 personnes arrêtées.



Manifestation pour la libération des détenus d'«opinion»

cas d'agressions sexuelles, mais les féministes avaient décidé de ne pas en parler publiquement pour ne pas casser la dynamique, avec le risque d'inciter les frères, pères ou maris à empêcher les femmes d'y venir. Cela renvoie au souci d'éviter de diviser avec les questions qui fâchent – sociale, culturelle, religieuse ou sexuelle (3).

L'attention médiatique s'est focalisée sur les manifs du vendredi, censées représenter le *hirak*. Progressivement se met en place la manif des étudiants, le mardi, avec des appels qui se font sur les réseaux sociaux. Mais on ne parle pas d'assemblée générale, d'occuper les cités universitaires ou les amphithéâtres, par exemple, et les mots d'ordre ne se distinguent pas tellement de ceux du vendredi, parce qu'il y a la crainte de paraître trop corporatiste – comme les médecins, les magistrats qui sont dans la rue (4)...

Le plus intéressant, c'est la conflictualité sociale qui règne dans toute l'Algérie. Cette effervescence est porteuse d'espoirs par son aspect anti-autoritaire, et traduit une volonté d'assainir la vie publique ou la gestion des entreprises. De ce point de vue, le *hirak* est comparable au mouvement des gilets jaunes, même s'il s'inscrit d'abord dans la seconde vague des « printemps arabes ».

Dans des entreprises, administrations et écoles éclatent en effet des grèves qui

portent sur des revendications matérielles ou qui remettent en cause l'autorité du patron ou du responsable. A Annaba, plusieurs centaines de jeunes envahissent en avril le complexe sidérurgique pour exiger de se faire embaucher. Enfin, en divers points du pays ont lieu des rassemblements de chômeurs devant des administrations pour réclamer leur embauche. Ces conflits ne remettent pas en cause les moyens de production et on n'y parle pas d'auto-organisation (voir l'encadré 4), mais beaucoup partent spontanément, sans être encadrés par des structures syndicales (5). Malheureusement, il ne se tisse pas de liens entre ces foyers de contestation sur une base de classe, et ils sont dissimulés par le discours dominant, unanimiste et nationaliste.

Fait jusque-là inimaginable, on voit flotter à Alger, dans les cortèges du *hirak*, le drapeau tamazight (berbère) à côté du drapeau algérien – si la langue arabe est majoritaire en Algérie, il existe une forte minorité de berbérophones (6). Mais cela pose problème aux arabo-islamistes, hostiles à la reconnaissance de la culture berbère, au féminisme, aux laïcs, aux socialistes, etc. Ahmed Gaïd Salah, le chef d'état-major de l'armée, fait interdire en juin tout drapeau non algérien – autrement dit, le drapeau berbère – dans les manifestations, et cette répression ciblée crée un cli-

vage dans le mouvement.

Les islamistes présents dans le *hirak* y deviennent de plus en plus visibles à mesure que se posent les questions d'organisation et de perspectives. Leurs mots d'ordre dénoncent le particularisme culturel et la laïcité. En novembre 2019, ils montrent leur force lors de la commémoration de l'assassinat d'un de leurs leaders, Abdelkader Hachani : de très nombreux cortèges brandissent son portrait.

#### LA PHASE DE REFLUX

Avec l'été, le *hirak* re-

tombe, mais une maladresse du gouvernement lui donne un second souffle : il annonce en octobre avoir consulté « les grandes compagnies pétrolières internationales » pour une nouvelle loi, ce qui réveille les réflexes anti-impérialistes et souverainistes de la population. Mais, pour le chef d'état-major, la présidentielle doit avoir lieu avant la fin de l'année. Le vendredi 1<sup>er</sup> novembre, jour anniversaire des premières actions armées contre le colonialisme, la moitié de l'Algérie descend dans la rue pour marquer son opposition aux élections. Beaucoup appellent à la grève générale, avec le mot d'ordre « Pas de dialogue avec le pouvoir ». Au cours des jours précédant le scrutin, il y a des manifs sauvages, notamment le soir, mais la police les disperse ; le 12 décembre, le vote a lieu avec une abstention massive.

La protestation manque encore de repartir après cette présidentielle qui met à la tête de l'Etat Abdelmadjid Tebboune, un ancien ministre de Bouteflika. Il y a, en janvier-février, des rassemblements et des manifs sauvages d'autres jours que le vendredi, mais les autorités les répriment (7). Si le journaliste Khaled Drareni a été jeté en prison, c'est parce qu'il a couvert une manif non

#### ENCADRÉ 2

### L'illusion de la démocratie parlementaire

Sous la colonisation, il y avait un collège électoral pour les colons, les Européens, et un autre pour les colonisés, lesdits « musulmans ». Jusqu'à l'indépendance, la démocratie représentative a été un mensonge, sans parler des élections truquées ; mais après, ça n'a pas été mieux puisqu'il y a eu un régime de parti unique, sans presse libre ni pluralisme. En octobre 1988, des émeutes de la jeunesse ont provoqué une sorte d'ouverture du régime et la fin du socialisme, mais l'armée a tiré sur la foule en faisant au moins 500 morts. Et, dans les années 1990, les exactions de la guerre civile ont causé des centaines de milliers de morts, mutilés, disparus, exilés. Tout ce passé traumatisant reste dans la mémoire des plus âgés aujourd'hui. De plus, sous Bouteflika, il y a eu un recrutement massif de policiers (et de policières, car les effectifs ont été féminisés). Ils ont été mieux équipés et payés, et des caméras de surveillance ont été installées un peu partout – du matériel de pointe, notamment chinois, qui permet d'identifier un visage ou d'arrêter préventivement. Enfin, la police française a formé la police algérienne à la « gestion démocratique des foules », pour éviter autant que possible la confrontation...

C'est pourquoi les Algériens ont toujours été frustrés par rapport à ce qu'ils pouvaient voir dans leurs voyages, leurs lectures ou la télé – et beaucoup aspirent à un régime dans le genre de la France, où ils pourraient choisir entre divers candidats et programmes. La démocratie représentative n'est donc pas encore critiquée ouvertement.



Manifestation des étudiants le mardi

autorisée au lieu de se contenter de couvrir la mobilisation des vendredis.

Ce qu'on appelle la société civile (partis, associations...) a très vite tenté de reprendre la main en créant des forums (8). S'y retrouvent aussi bien des féministes, des islamistes, des syndicalistes ou des patrons, sur l'idée qu'arriver à discuter tous autour d'une table est déjà une victoire, par rapport à la guerre civile, et qu'il faut donc élaborer une plateforme ayant pour mots d'ordre : citoyenneté, pacifisme, état de droit et transition démocratique... Il y a ainsi le Pacte de l'alternative démocratique (PAD), qui regroupe trotskistes, sociaux-démocrates, libéraux, nationalistes, ainsi que des syndicats et associations. Ce PAD se veut le pôle de gauche du *hirak*, mais il est à peine plus à gauche que les autres regroupements. Il n'offre pas de perspectives concrètes de lutte, et ne rattache pas le mot d'ordre de la démocratie à la question sociale, aux conflits qui ont éclaté dans les entreprises ou les administrations. Ses composantes se faisaient la guerre à peine quelques mois auparavant ; leur manque d'implantation et leur extrême faiblesse les ont rapprochés. Leur manière d'exister est de produire des communiqués, dans l'espoir de parvenir à dialoguer

avec les autorités pour avoir des quotas de députés, d'élus dans les assemblées locales ; néanmoins, comme leurs discours et leur propagande sont relayés par les médias privés, ils pèsent tout de même sur la conscience des manifestants.

De plus, cet « espace de libération » qu'était Facebook est devenu celui de la désinformation et des polémiques. Des gens de bonne foi relaient parfois des informations complètement farfelues aux conséquences graves ; et on peut se retrouver en prison pour un post ou une vidéo. Dès qu'on se fait interpeller, la police saisit le smartphone ; de ce fait, beaucoup de gens qui étaient accros aux réseaux sociaux et aux smartphones ont adopté une attitude plus prudente.

#### LA NÉCESSITÉ D'UNE SOLIDARITÉ À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Qu'est-ce qu'on peut faire de ce côté-ci de la Méditerranée, au nom de la solidarité et de l'internationalisme ? On a constaté en France un désintérêt croissant à l'égard du mouvement algérien jusque dans les groupes révolutionnaires (9) – contrairement à celui de Hong Kong, par exemple. Est-ce parce qu'il n'y avait pas d'images

ENCADRÉ 3

### La question culturelle et les islamistes

Le poids qu'ont les islamistes sur la société algérienne (et sur sa diaspora) incite les gens de gauche, les démocrates à s'appuyer sur leur tendance la moins radicale et à éviter les sujets de friction avec eux (comme la laïcité). Les islamistes ne rencontrent donc pas beaucoup de contradicteurs – et il est rare de trouver des critiques de la religion dans la rue ou dans la presse. C'est au contraire au nom de l'islam, ou d'un « bon islam », que les islamistes sont critiqués – y compris par les révolutionnaires, qui ont peur de se couper de la jeunesse, des classes populaires, s'ils procèdent autrement... alors qu'en réalité c'est déjà le cas.

Le régime de Bouteflika a toujours pu s'appuyer sur une tendance islamiste conciliatrice. Notamment une frange des Frères musulmans, qui a été au gouvernement et en a elle aussi profité. Quand le *hirak* est arrivé, ces islamistes sont sortis du gouvernement dans l'idée de se placer en position d'opposants, comme en Egypte ou en Tunisie, mais ils ont plutôt pris part au mouvement pour le pousser à la négociation avec le pouvoir. Aussi, dès que le nouveau Président a été élu, un des premiers à le rencontrer a été leur représentant.

Il est difficile d'avoir des informations fiables sur les islamistes actifs dans le *hirak*, mais c'est dans un de leurs fiefs, la région de Blida, qu'il s'est le plus rapidement essoufflé – en raison de leur discours modéré, de leur rejet du drapeau berbère, et parce que les porte-parole autoproclamés du mouvement ne parlaient pas des aspirations des gens, de leurs problèmes de boulot, de transport, d'éducation, de logement, de santé, de fin de mois...

spectaculaires de confrontations avec la police ? Parce qu'il n'y avait pas sur place des gens proches par leurs idées ou pratiques ? Cette réalité ne devrait pas empêcher que l'on s'intéresse à la situation en Algérie, que l'on exprime une solidarité et exige la libération de tous les détenus – pas seulement ceux dont les journalistes parlent. Il faudrait produire des analyses et des communiqués de soutien, essayer de

tisser des liens ; c'est important car de nombreux jeunes se sont politisés avec le *hirak* et cherchent des textes révolutionnaires de référence. Apporter un autre discours, c'est se heurter à une certaine incompréhension, mais pas à de l'hostilité, surtout chez les plus jeunes. Il faudrait donc faire passer des pratiques alternatives, tout en relayant les mouvements sociaux qui s'y déroulent.

Au sein de la bourgeoisie

8. Le Forum de l'élite et des personnalités nationales du *hirak* populaire a ainsi lancé une plateforme appelant au dialogue avec le gouvernement, mais ses représentants n'ont été reçus qu'à titre individuel, et parce que certains d'entre eux sont des interlocuteurs réguliers de la présidence ou des services de sécurité. S'ils avaient eu plus de poids, le pouvoir les aurait reçus officiellement pour tenter de trouver des négociateurs parmi eux.

9. Certains sites ou revues ont de plus souvent relayé les points de vue les plus modérés du *hirak*.

Par exemple Contretemps (proche du NPA) a publié des gens qui sont sur l'aile droite du PST et qui défendaient le PAD comme étant la seule perspective.

ENCADRÉ 4

### Un tissu social très fragile

L'économie algérienne comprend un important secteur informel : beaucoup de personnes ne sont pas déclarées, font du petit commerce et enchaînent les boulots. Par exemple, un ingénieur employé dans une société étatique et très mal payé peut faire grève comme fonctionnaire et travailler comme chauffeur Uber le même jour. Cette réalité permet de comprendre pourquoi les mots d'ordre de grève générale ou d'auto-organisation ont eu du mal à passer.

Il y a encore deux générations, la société algérienne était majoritairement paysanne, ensuite il y a eu un exode rural et la scolarisation s'est généralisée – même si ce sont surtout les filles qui vont à l'Université... Les Algériens de 40-50 ans ont freiné le *hirak* en le cantonnant à des slogans pacifistes, parce qu'ils sont arrivés à un certain niveau de confort, certes relatif, mais qu'ils ne veulent pas perdre après les privations et frustrations causées par la guerre civile.

De plus, la société produit depuis longtemps de l'émigration ; mais le désir d'aller faire sa vie ailleurs est fort parce qu'on estime qu'il n'y a plus rien à faire au pays. Au début du mouvement, beaucoup de gens ont redécouvert une estime d'eux-mêmes ; certains ont repoussé leur projet de départ pour voir ce qui allait se passer. Mais avec le reflux et la répression, ils se disent : « Dès que j'ai un visa, ou une place sur une embarcation clandestine, je me barre et ne reviens pas. » Surtout lorsque leur mode de vie ne correspond pas au climat ambiant (bigot, nationaliste et machiste), et qu'ils n'ont pas le piston nécessaire (pour avoir un emploi, un logement, un rendez-vous chez un médecin, etc.).

Tout cela a stoppé le mouvement, et pas uniquement le Covid-19 – même si les mesures ultrarépressives mises en place par le gouvernement contre la pandémie ont joué (confinement très strict, et amendes ou emprisonnements pour quiconque les conteste).

algérienne, certains étaient proches du régime mais d'autres segments se sentaient lésés ; ils ont donc essayé de surfer sur le *hirak* pour renégocier leur position quand Tebboune est arrivé au pouvoir. Issad Rebrab, première fortune d'Algérie et patron du conglomérat Cevital, avait été emprisonné le 22 avril 2019 ; mais il a été libéré fin décembre, et dans l'intervalle on lui a débloqué les affaires que Bouteflika lui refusait auparavant. C'est un nouveau compromis qui se met en place entre divers segments de la bourgeoisie : ceux qui étaient les plus mouillés et les plus visibles dans le soutien à Bouteflika sont les boucs émissaires qui ont été mis en prison. Cela a contribué à démobiliser la population – certains ayant cru qu'en s'en remettant à l'Etat pour faire le ménage ils respireraient mieux.

Cevital en a profité pour licencier une centaine de travailleurs ; ils ne se sont pas laissés abattre et ont manifesté à plusieurs reprises à Bejaïa, mais les médias ont tué cette lutte – l'Etat exerce une censure, mais la presse privée dépend des publicités, sans parler des connivences avec certains dirigeants d'opposition...

On peut également parler des travailleurs aéroportuaires qui, à Oran, ont lancé un mouvement de grève ; ou du rassemblement des vacataires de l'enseignement qui a eu lieu à Tizi Ouzou. Ce sont des informations difficiles à recueillir : la presse les relaie peu et seul le petit parti trotskiste, le PST (organisation sœur du NPA) les fait circuler.

Avec la répression, la hausse du chômage et la pandémie, l'Etat ne va plus avoir les moyens d'acheter la paix sociale : il va devoir privatiser et la population se serrer la ceinture. Le 1<sup>er</sup> novembre se tiendra un référendum sur la Constitution, et la grande mosquée d'Alger, qui était un des chantiers pharaoniques de Bouteflika, sera ouverte. Son coût a suscité la colère d'une partie de la population, qui estimait que cet argent aurait pu servir à construire hôpitaux, écoles... Alors, peut-être le *hirak* a-t-il été le début d'un processus révolutionnaire ?

Propos retranscrits par Vanina

